

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je suis heureuse de disposer d'un peu de temps supplémentaire et de ne pas devoir m'interrompre tout de suite. Un projet de loi portant pouvoir d'emprunt ne m'ennuierait pas si j'estimais qu'il améliorerait la qualité de la vie. Or, ce n'est pas le cas.

Le budget du gouvernement fait du tort aux gens qui toucheront l'assurance-chômage. Il porte préjudice aux personnes qui utilisent VIA dans tout le Canada, notamment dans les régions éloignées, pour se rendre en ville pour obtenir des soins médicaux. Ces personnes doivent partir de Yarmouth, de Digby, de Saulnierville ou de Bridgetown pour se rendre à l'Hôpital général Victoria. Elles n'ont pas d'autres moyens de transport.

J'en parle parce que c'est ce que les gens disent. J'ai assisté aux audiences. Je suis sûr que nous allons en entendre beaucoup parler au cours des semaines et des mois qui viennent.

Pourquoi le député des Îles-de-la-Madeleine a-t-il déclaré qu'il était en faveur du statu quo pour VIA? Pourquoi a-t-il présenté au gouvernement une pétition de ses électeurs? Parce que ces compressions vont toucher tous les Canadiens.

Nous pourrions songer à accorder les fonds au gouvernement mais il devrait se montrer plus responsable. Il aurait dû sabrer dans d'autres secteurs. Il devrait au moins maintenir un niveau de vie acceptable pour tous les Canadiens. Pourquoi devrions-nous réduire les fonds affectés à l'APECA pour qu'elle accorde des subventions à l'entreprise privée dans les Maritimes? Ces gens ont dépensé des centaines et des milliers de dollars pour préparer une demande qu'ils ont soumise il y a un an et qui a été rejetée. Les règles ont changé et le gouvernement devra dépenser beaucoup d'argent pour expliquer les nouvelles règles aux gens. Il faudra d'abord voir s'il y a de l'argent, puis que nous ne savons même pas s'il y en a pour l'APECA ou les EDER conclues avec la région de l'Atlantique.

Le gouvernement réussira à faire adopter son projet de loi à cause de sa grande majorité, mais il doit se rendre compte qu'il ne peut pas continuer à taxer et à faire souffrir les Canadiens ordinaires.

• (1550)

Au cours des deux dernières semaines, le ministre des Pêches a présenté une politique sur le remplacement des bateaux. J'en parle à mes collègues à titre d'exemple. Je

songe à un homme qui a fait une demande d'emprunt au gouvernement provincial pour remplacer un homardier de 37 pieds de long; on lui a dit qu'il devait le remplacer par un bateau de 32 pieds de long. Pourquoi? Parce que le règlement a changé depuis le 1^{er} avril, à la suite d'une décision unilatérale.

Que signifie ce changement? Cela veut dire que cet homme ne se conformera pas aux règlements de la garde côtière. Il ne répondra pas non plus aux critères des constructeurs de bateaux qui mettent à pied de nombreux ouvriers parce qu'ils doivent maintenant trouver de nouveaux moules. Le moule utilisé pour construire un bateau de 37 pieds devra être remplacé par un moule pour un bateau de 32 pieds. Cela semble compliqué. Je dois avouer que ce l'est. C'est tellement compliqué que les pêcheurs, les constructeurs de bateaux et tous leurs ouvriers demandent la permission de venir trouver le ministre et de comparaître devant le comité. Il ne reste toutefois plus beaucoup de temps. La session se terminera à la fin de juin. Ce n'est pas le seul groupe qui veut venir.

Je constate que vous me faites signe que mon temps de parole est écoulé, madame la Présidente. Merci de m'avoir permis de parler aujourd'hui. Je dois dire que je m'oppose à cette demande de pouvoir d'emprunt, cela va de soi. Je ne crois pas que ce soit un moyen raisonnable de répondre aux besoins des Canadiens. Le gouvernement a uniquement répondu aux besoins des groupes d'intérêts importants.

M. Thompson: Madame la Présidente, j'ai écouté avec délice le babillage de la députée de South West Nova sur certains problèmes évidents qu'elle a cru discerner. Il nous faut souligner que nous avons hérité de beaucoup de nos problèmes actuels en 1984, lorsque nous sommes arrivés au pouvoir. La députée oublie bien facilement qu'en 1984, nous avons hérité d'un déficit de 200 milliards de dollars. Les députés du précédent gouvernement libéral se vantent d'avoir laissé les coffres vides. Il est de notoriété qu'ils l'ont dit. Par conséquent, nous avons dû payer la note laissée par les libéraux et nous n'avons pas fini de payer.

M. Milliken: Vous n'arrêtez pas d'en parler, mais vous ne faites rien.

M. Thompson: En terminant son intervention, la députée a mentionné certaines questions complexes qui l'occupent. Je crois qu'elle les complique inutilement.